



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

NÉPAL : LA RÉVOLUTION DE LA GÉNÉRATION Z

Entretien avec

Brigitte Steinmann / Professeure émérite, anthropologie sociale, Université Lille I,
CNRS (laboratoire du CLERSÉ), CESAII, Paris-Condorcet

Octobre 2025



ENTRETIEN AVEC



Brigitte Steinmann / Professeure émérite, anthropologie sociale, Université Lille I, CNRS (laboratoire du CLERSÉ) et CESA, Paris-Condorcet

Brigitte Steinmann est professeure émérite en anthropologie sociale à l'Institut de sociologie et d'anthropologie de l'Université Lille I, au CNRS (laboratoire du CLERSÉ) au CESA (Centre d'études des sociétés d'Asie et d'Himalaya) et à Paris-Condorcet. Ses travaux de recherche portent notamment sur les révolutions politiques contemporaines au Népal et en Inde (maoïsme, naxalisme) ainsi que sur l'ethnographie et l'ethnologie au Népal depuis les années 80. Ses recherches anthropologiques s'étendent également au Sikkim (Inde), et au Tibet.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Marianne Peron-Doise**, directrice de recherche à l'IRIS, et **Emmanuel Lincot**, directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Institut catholique de Paris.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Depuis le lundi 8 septembre 2025, le Népal connaît un mouvement de contestation populaire sans précédent depuis l'abolition de la monarchie en 2008. Suivant la décision du gouvernement népalais de bloquer l'accès de sa population à 26 plateformes internes dont Facebook, YouTube, X et d'autres réseaux sociaux majeurs, la jeunesse népalaise s'est emparée des rues. Dénonçant dans un premier temps la décision de censure prise par le gouvernement, d'autres revendications se sont rapidement ajoutées, exprimant le rejet par la jeunesse de l'instabilité politique qui demeure depuis les années 1990, la répression des libertés, la corruption du gouvernement et les inégalités gangrenant la situation sociale et politique au Népal. Si la révolte se voulait initialement pacifique, des émeutes se sont propagées en réaction aux violences policières. Après la démission du Premier ministre le 9 septembre, l'ancienne cheffe de la Cour suprême, Sushila Karki était choisie pour le remplacer. S'exprimant sur la plateforme Discord, elle s'est engagée à « travailler en accord avec la pensée de la génération Z ».

IRIS : Depuis le 8 septembre 2025, le Népal connaît des manifestations d'une ampleur et d'une violence inédites depuis l'abolition de la monarchie en 2008. Comment expliquer l'émergence et la rapidité de ce mouvement populaire ?

BRIGITTE STEINMANN : Les manifestations ont été immédiatement déclenchées après la décision gouvernementale du 4 septembre 2025 qui consistait à bloquer 26 plateformes sociales (Facebook, YouTube, WhatsApp, X, etc.) au motif de non-enregistrement, perçue par la jeunesse comme une censure portant atteinte à la liberté d'expression et à leurs moyens d'étudier, de travailler et de s'organiser. Le retrait partiel du blocage n'a pas désamorcé la colère. Cette décision a révélé un certain nombre de griefs latents, tels qu'une exaspération face à la corruption endémique, au népotisme (controverses autour du train de vie des « enfants de » responsables politiques), à la stagnation économique et au sous-emploi des jeunes. Les mobilisations se sont donc transformées d'un mot d'ordre « rétablir les réseaux » en une contestation systémique.

À ces éléments est venue s'ajouter une montée très rapide de la dynamique de rue (prise pour cible de bâtiments publics, imposition de couvre-feux, déploiement de l'armée). Les bilans humains ont varié selon les jours et les sources : 19 à 22 morts dans les premières 48h, puis plus de 50 et jusqu'à plus de 70 selon les décomptes ultérieurs. Ce flou reflète l'intensité et la dispersion spatiale des affrontements.

Ces manifestations ont abouti à un débordement politique, en témoignent la démission du Premier ministre K.P. Sharma Oli le 9 septembre, suivie de la nomination de Sushila Karki

comme cheffe du gouvernement intérimaire ou encore la dissolution de la Chambre et l'annonce d'élections en 2026. La séquence a accrédité l'idée d'une victoire de la rue menée par la Génération Z.

Par ailleurs, un certain nombre de facteurs ont facilité l'émergence rapide de ce mouvement, tels que la dépendance numérique des jeunes (école/emploi en ligne), l'organisation en réseaux mais aussi l'usage massif des VPN après le blocage. Parallèlement, ceux-ci ont également contribué à l'« infodémie » qui a brouillé le récit public et alimenté la panique.

Comment la situation politique au Népal a-t-elle évoluée depuis la transition démocratique de 2008 ? Dans quelle mesure a-t-elle abouti au contexte que l'on connaît aujourd'hui ?

L'année 2008 marque en effet la fin de la monarchie népalaise et la proclamation de la République fédérale. Dans les années qui suivent, une nouvelle Constitution est promulguée en 2015 dans sept provinces, mais reste contestée dans le Terāi (Madhesi/Tharu), avec un blocus frontalier meurtrier et de lourdes répercussions économiques.

Depuis 2008, le Népal est marqué par une instabilité chronique quasi constante. En un peu plus de quinze ans, le pays a vu se succéder au moins quatorze gouvernements, aucun n'étant parvenu à achever son mandat. Le pouvoir oscille principalement entre quelques figures dominantes, telles que K.P. Sharma Oli, Pushpa Kamal Dahal, dit « Prachanda », et Sher Bahadur Deuba. Cette instabilité politique, à laquelle s'ajoutent des soupçons récurrents de clientélisme et de népotisme, ont contribué à éroder au fil des années la confiance de la population, notamment des jeunes.

Enfin, entre 2015 et 2024, la mise en œuvre du fédéralisme s'est avérée inégale. Cette période est notamment marquée par l'émergence de nouvelles tensions centre-provinces, une politisation de l'administration mais aussi par une lenteur des réformes anticorruption. Cette « fatigue démocratique », voire même le refus total de toute forme de gouvernement centralisé par de jeunes anarchistes et néo-révolutionnaires maoïstes, a préparé le terrain à une contestation éclair en 2025.

La jeunesse népalaise apparaît au cœur de la contestation. Quelle place occupe aujourd’hui la génération Z dans la vie politique, économique et sociale du pays ?

Le Népal est un pays jeune. L’âge médian de la population était d’environ 25 ans en 2020 et 26 % de la population avait moins de 14 ans en 2023, ce qui confère à la Gen Z un poids numérique et symbolique considérable dans l’espace public.

Sur le plan économique, la faiblesse permanente de l’emploi formel, additionnée à des pratiques d’exploitation et de domination de la population en âge de travailler (en particulier au moyen des agences locales et internationales de brokers - ou courtiers -), pousse des cohortes de jeunes au départ. Au cours de l’exercice fiscal 2024–2025, environ 839 000 permis de travail à l’étranger ont été délivrés, un record historique. Les remises des migrants représentent autour de 25 à 27 % du PIB, amortissant la pauvreté mais accroissant la dépendance et le sentiment d’impasse domestique pour les 18–29 ans.

La politique et la culture numérique se trouvent aujourd’hui étroitement liées au Népal en raison du poids démographique de la Gen Z. Les réseaux sociaux sont devenus des espaces majeurs de socialisation politique, où les jeunes en particulier développent de nouveaux codes d’expression (memes, symboles pop). Ces derniers favorisent une capacité de mobilisation horizontale très rapide, mais exposent de façon très accrue la population à la désinformation et aux coupures d’Internet. En 2025, la Gen Z s’est imposée comme acteur politique autonome (négociant même des noms pour la transition), redéfinissant l’agenda autour de l’anticorruption, de la reddition de comptes et des libertés numériques.

Mosaïque ethnique, linguistique et religieuse, quel état des lieux peut-on dresser plus largement de la société népalaise ? À quels défis est-elle confrontée ?

Le Népal compte plus de 140 groupes ethnoculturels et plus de 120 langues maternelles. Sur le plan religieux, la population est majoritairement hindouiste (environ 81 %). Une religion qui coexiste avec plusieurs autres confessions telles que le bouddhisme (près de 8%), l’islam (environ 5 %) ou les religions indigènes ou autochtones’ appelées globalement Kirat (près de 3 %). Cette pluralité est concentrée par régions (collines, Teraï, Himalaya) et par langues (45 % de népali, 11 % maithili, 6 % bhojpuri, etc.).

Cette diversité confronte cet État himalayen à un certain nombre de défis structurels. Sur le plan politique, les questions de représentation et d’inclusion demeurent sensibles. Les contentieux autour du fédéralisme, de la place des Madhesi, des Janajati et des Dalit, ainsi que de l’accès équitable à la fonction publique, restent en grande partie non résolus.

L'économie népalaise est dépendante des remises, tandis que sa base productive demeure limitée (l'industrie reste peu développée et le secteur du tourisme reste vulnérable). Le pays est également confronté à une inflation alimentaire volatile et les opportunités d'emploi domestiques sont aujourd'hui insuffisantes pour absorber la jeunesse.

La gouvernance reste fragilisée par une corruption largement perçue, l'instabilité récurrente des coalitions et l'application inachevée de nombreuses réformes. Ces facteurs fragmentent la confiance sociale et alimentent les mobilisations.

À la suite de la crise que connaît actuellement le Népal, quelles perspectives politiques et sociales peuvent être envisagées ?

À court terme, entre 2025 et 2026, le Népal entre dans une phase de transition institutionnelle marquée par la mise en place d'un gouvernement intérimaire dirigé par Sushila Karki, la dissolution de la Chambre des représentants et l'annonce d'un scrutin prévu pour le 5 mars 2026. Cette période ouvre une fenêtre d'opportunité pour la conclusion d'un « pacte » minimal portant sur la garantie des libertés numériques, la création d'une commission indépendante chargée d'enquêter sur les violences, ainsi que l'établissement d'un calendrier de réformes anticorruption.

Parallèlement, les efforts se concentrent sur la restauration des services publics et de la sécurité : la réouverture progressive des institutions et la levée des couvre-feux sont engagées, mais demeurent conditionnées à la mise en place de mécanismes de désescalade et de prévention de la désinformation.

À moyen terme, et si l'on adoptait momentanément une place de conseiller politique, plusieurs chantiers de réformes apparaîtraient essentiels pour consolider la gouvernance et renforcer la cohésion nationale. Sur le plan institutionnel, il s'agirait de renforcer les organes chargés de l'intégrité publique, d'améliorer la transparence dans les marchés publics et la déclaration de patrimoine, ainsi que de garantir une protection des lanceurs d'alerte. La régulation du numérique devrait également être repensée afin de trouver un équilibre entre les impératifs de fiscalité et de sécurité publique, d'une part, et la préservation des droits fondamentaux, d'autre part.

L'agenda jeunesse constitue bien entendu un autre axe prioritaire : il passe par le développement de l'emploi et de l'entrepreneuriat, notamment dans les secteurs de l'hydroélectricité, des services numériques et du tourisme durable (N'oublions pas de souligner les dimensions considérables des profits encaissés par l'État autour de l'exploitation

des sports de Haute montagne dans l'Himalaya ; profits dont on ne connaît jamais les moyens de redistribution). Des dispositifs devront aussi favoriser le retour et la réinsertion des migrants qualifiés. De surcroît, la reconnaissance du rôle des jeunes dans les partis politiques et les institutions locales sera essentielle à un renouvellement démocratique 'effectif' (si une véritable démocratie a jamais existé au Népal).

Enfin, la gestion des clivages territoriaux et sociaux suppose de calibrer la dévolution fiscale et les politiques de quotas d'inclusion, tout en mettant en place des mécanismes de règlement des différends entre le centre et les provinces, afin d'éviter la répétition de cycles de blocage. Là également, le rôle politique du grand frère voisin, l'Inde, constitue une clé décisive. N'oublions pas les multiples blocus économiques qu'elle avait infligés au Népal, sur ses frontières méridionales, durant la période maoïste.

Le Sri Lanka, le Bangladesh ont été également frappés par des séismes politiques importants et la génération Z y a joué un rôle crucial. Voyez-vous des analogies entre ces différents phénomènes et pensez-vous que l'Inde et la Chine continueront d'être épargnées ?

Au Sri Lanka, en 2022, le mouvement Aragalaya a été mené par une jeunesse urbaine et connectée, réagissant à une profonde crise de gouvernance et de la dette. Cette mobilisation horizontale, sans leadership centralisé, s'est traduite par l'occupation de lieux symboliques du pouvoir et a conduit à l'effondrement du gouvernement en place.

Au Bangladesh, en 2024, le mouvement initialement centré sur la réforme du système de quotas étudiants s'est transformé en une véritable insurrection civique. La répression, d'une extrême violence — avec un bilan oscillant entre plusieurs centaines et plus d'un millier de morts selon les sources —, a provoqué la chute de Sheikh Hasina et l'instauration d'un gouvernement intérimaire. Les réseaux sociaux ont joué un rôle décisif dans la mobilisation, même si le pouvoir a tenté d'enrayer leur influence par des coupures d'Internet et des ordres de « tir à vue ».

Au Népal, en 2025, la contestation est née d'une combinaison de revendications autour des libertés numériques, de frustrations socio-économiques et d'un rejet croissant du népotisme politique. Le mouvement, d'une ampleur rapide, a abouti à la rapide démission du Premier ministre et à la mise en place d'un gouvernement intérimaire.

L'Inde et la Chine seront-elles « épargnées » ?

En Inde, les mobilisations paysannes entre 2020 et 2021 puis entre 2024 et 2025 montrent une capacité de rassemblement intergénérationnel autour d'enjeux socio-économiques, avec l'usage de blocages, d'outils numériques et parfois de coupures d'Internet par les autorités. La démocratie électorale et l'échelle fédérale offrent des soupapes, mais la conflictualité de rue demeure élevée sur des causes (prix agricoles, chômage des jeunes, questions identitaires). Une « révolte Gen Z » pan-indienne à la népalaise n'est pas mécanique, mais des foyers de mobilisation intensifs existent déjà.

En Chine, les « protests du papier blanc » (2022) ont prouvé que même un régime très coercitif peut être surpris par des mobilisations urbaines et étudiantes à diffusion numérique rapide. La réactivité répressive et la censure réduisent la durabilité du mouvement, mais pas le potentiel de surgissement ponctuel. La probabilité d'un scénario népalais (démission immédiate, transition pluraliste) est faible ; celle d'épisodes éclairs, localisés, reste réelle si des griefs systémiques (croissance, emploi des jeunes, logement) se cumulent.

Repères méthodologiques et limites

Les chiffres de victimes pendant la semaine du 8 au 13 septembre 2025 au Népal divergent fortement selon sources et dates de bouclage (entre 19 et 22, puis plus de 50, jusqu'à plus de 70). Brigitte Steinmann indique ici les fourchettes et attribue chaque valeur à sa source de presse ou d'encyclopédie.

Les données structurelles (démographie, langues/religions, remises migratoires) proviennent de sources de référence (CIA/Facebook, recensement, Banque mondiale) mais peuvent évoluer à la marge ; les ordres de grandeur (p.ex. remises représentent environ un quart du PIB) sont solides.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.